LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu



Quelle LGV ?

Education Nationale
p. 5

La santé
p. 8

Le commerce hazpandar
p. 10 à 12

Marie-Andrée Saint Esteben
p. 20

N°147 - Juillet 2010ko Uztaila MENSUEL : 2 €

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

EAJ PNB
www.eaj-pnb.eu

Arantza Tapia : « privilégions l'aménagement de la voie existante »



Arantza Tapia est actuellement en charge du déplacement et de l'aménagement du territoire à la Diputacion forale de Gipuzkoa. Pour la LGV, comme ailleurs, le choix d'une infrastructure repose avant tout sur des visions de la société. En Communauté autonome basque, la Ligne à Grande Vitesse ou Y basque connectera les trois grandes capitales provinciales : Donostia-St-Sébastien, Bilbo-Bilbao et Gasteiz-Vitoria. L'esprit fédéraliste basque est au coeur de la conception de cette grande infrastructure ferroviaire. Cela éclaire également le débat local, en Pays basque nord.

Pourquoi êtes-vous favorables à la LGV ?

La question est davantage de définir la Ligne à Grande Vitesse que nous souhaitons. En l'occurence, ce n'est pas la technique qui dicte les décisions des responsables politiques, mais l'inverse. En Europe, il y a deux grandes visions de la LGV. La vision française axée sur la connexion entre les grandes villes métropolitaines et qui délaissent les petites villes et les territoires, pour aller le plus vite possible d'une ville à une autre. La vision allemande axée sur la connexion entre les grandes, mais aussi les petites villes, en prise avec la réalité des territoires.



La gare de Bayonne, un nœud de transport

À quelle vitesse peut-on parler de LGV ?

Un train commence à être considéré, à grande vitesse, à partir de 180 km / h.

Cela revient finalement toujours à la différence entre le centralisme français et le fédéralisme allemand ?

Ce sont effectivement des mentalités, des intérêts politiques et financiers différents. Les Français privilégient la vitesse, le confort de passagers qui se rendent d'un point à un autre sans beaucoup de changement de transport. Ils peuvent prendre un repas en famille ou entre amis, sans changer de train. L'inconvénient est l'abandon de territoires. La conception allemande accorde moins d'importance à la vitesse et peut-être au confort des passagers, parce qu'il y a plus de changement de modes de transport. On passe du train au métro, par exemple. Mais au final, les territoires sont mieux desservis.

Quel a été le choix des institutions basques ?

Sans hésiter, nous privilégions l'option allemande. Le train de l'Y basque roulera environ à 180 km / h.

Quel conseil pouvez-vous nous apporter ?

Il faut avant tout penser nos infrastructures dans un projet de pays. Si les Français souhaitent privilégier leur modèle, c'est leur choix. Nous devons définir le projet qui nous corresponde le mieux. Il me semble évident de privilégier l'étude de l'aménagement de la voie existante, à priori moins coûteuse, et moins impactante pour l'environnement.

Dans les plans européens, quelles sont les voies pyrénéennes majeures ? Quelle est l'importance de la voie côtière ?

Lors de la réunion d'Essen, en 1994, la voie atlantique est considérée parmi les voies majeures, le Pays basque connecte le nord de l'Europe au sud, jusqu'à Lisbonne. Sachant que pour l'État espagnol, l'autre voie pour se connecter à l'Europe se trouve en Catalogne, si l'on ne donne pas une bonne impulsion à la voie atlantique, il y a un risque qu'elle évite les grandes agglomérations. Cela aurait un impact très négatif sur notre économie. Le risque est que les activités majeures quittent le Pays basque. Nous ne pouvons accepter cela. Par ailleurs, la connexion entre l'État espagnol et le nord de l'Europe est de moins de 400 km. Cela est absolument nécessaire.

Quelle est la connexion avec la Navarre ?

Aujourd'hui, rien n'est défini. Nous ne connaissons pas le projet, mais il semblerait qu'au vu des opportunités, les milieux naturels devraient être protégés et les dommages réduits au maximum. La connexion à la Navarre pourrait se réaliser à Ezkio-Isaso. Il serait très important de réaliser l'interconnexion des axes atlantique et méditerranéen. Pour cela, la connexion à la Navarre est indispensable.

De Bruxelles à Bayonne, en passant par les bords de Seine

Nous n'avons jamais cru au miracle de la réforme territoriale… Ce genre de débat national ignore superbement nos territoires périphériques. Trouver une solution institutionnelle au Pays Basque n'entre pas dans les objectifs de la loi, et encore moins dans l'intention du Gouvernement. En revanche, ses conséquences sur la démocratie locale, et donc aussi, sur notre vie publique locale, commencent à se dessiner, et ce n'est pas forcément pour nous rassurer : disparition du cadre de référence du « pays », recentralisation des compétences, priorités aux grandes métropoles, bipolarisation accentuée des futures élections locales (conseillers territoriaux)…

Cette réforme, qui a pourtant le mérite d'ouvrir une fenêtre politique sur les enjeux de la décentralisation, montre à quel point, malgré les jolies formules de la réforme constitutionnelle de 2003, le Pouvoir central entretient son malaise avec les collectivités locales et les territoires.

Les dangers sont réels pour Iparralde : la disparition progressive du « pays » met à nu les contradictions et les insuffisances du modèle « institutionnel » octroyé au Pays basque nord. La tentative désespérée de quelques élus pour sortir de la naphtaline la vieille recette du « syndicat intercommunal » et la proposition d'amendement un peu surréaliste du Conseil de développement / Conseil des Élus pour ériger notre petit territoire en « métropole urbaine » font – malheureusement – sourire.

Une fois de plus, nous nous retrouvons face au même mur, à la même impasse, que chaque décideur de ce pays, que chaque élu, que chaque citoyen connaît : la cruelle absence d'une collectivité territoriale pour le Pays basque.

La reconnaissance institutionnelle du Pays basque n'est pas une obsession abertzale. C'est une question de bon sens. C'est la condition indispensable pour que ce pays puisse prendre en charge son avenir.

Et pendant que la France tourne le dos à ses territoires, elle découvre avec une stupeur teintée de condescendance que la Belgique… n'est pas seulement un petit royaume francophone entre Lille et Bruxelles. Le succès des nationalistes modérés du N-VA en Flandres est une sorte d'Ovni politique que les médias parisiens ont du mal à comprendre. Cet étonnement semble pourtant à la hauteur du fatalisme wallon. La Wallonie assiste presqu'impuissante à la montée du séparatisme flamand, oubliant sans doute deux siècles de domination linguistique, politique et économique francophone. La perspective d'un éclatement de la Belgique n'est pourtant pas des plus réjouissantes, car la question du statut de Bruxelles - capitale européenne – et de ses enclaves francophones en terre flamande, et l'avenir de la communauté germanophone - importante minorité linguistique -, annoncent des jours difficiles, bien plus difficiles que la formation d'un gouvernement.

Mais les vacances approchent, annonçant déjà la brise électorale de 2011 : cantonales en Iparralde et « forales » / municipales en Hegoalde. Et peut-être pour l'été, un vent d'espoir du côté de la gauche abertzale radicale, si ETA accepte enfin de se mettre en retrait de la scène politique en Pays basque sud.

Manu

« DEMO » EK AGURTZEN GAITUZTE !



Les « DEMO » tirent leur révérence.
Merci ! Merci beaucoup ! Remerciements ! Merci infiniement !

Agirre Lehen Lehendakaria

J.A. Agirrek bazituen jada gauza asko eginak Euskadiren alde, lehen lehendakari izendatua izan zenenan. Nork erranen zuen hainbeste borroka eta buru hausteren ondotik autonomiaren alde, orain gerla bat beharko zuela jasan. Hau ere egin zuen bere hoberena emanez askatasunaren, justiziaren eta aberriaren alde.

Gerla Euskadin

Ez zeukan lan errexa Eusko Jaurlaritzak. Bakarrik Bizkaia gelditzen zen bere eskutan. Lehen egitekoetarik bat izan zen Armada antolatu bat prestatzea. Orduarte bakotxa bere alde-

Agirre Euskal frontean (1937)



© Sake - AA

tik borrokatzen zen, antolakuntzarik gabe : milizianoak alde batetik, gudariak bestetik… Azarorako, ordea, gobernuak 100.000 gizoneko armada bat muntatu zuen : Eusko Gudarostea. Bataloiak ideologiaren arabera egin ziren : nazionalistak, sozialistak, komunistak eta anarkistak. Lehen bai lehen muntatutako armada zen. Ahulezia nabarmenak zituen : gudariek ez zuten prestakuntza militarrik, armada-ofizial (ofizier) guti zegon eta harmak ere falta zituzten. Gerla hegazkinik ez zeukaten.

Agirrek berak horrela azaldu zuen 1956an Pariseko Euskal Mundu Biltzarrean zein zen armada horren funtsa : *« Zertako antolatu zen armada hori ? Armada hau antolatu zen ofentsiba handi baten egiteko. Helburua : Gasteiz konkistatzea, Sevilla eta Parisen arteko komunikazioa haustea eta geroago ezker hegaletik sartu eta Irun erabat hartzeko, muga berriz zabalduz »*.

Eusko Gudarostea abiatu zen Legutio (Araba) eraso beharrez, gero Gasteiz berreskuratzeko. Eibartik eta Bilbotik abiatu ziren gudariak, baino ezin izan zuten beren xedea bete. Segidan Frankistek ukan zituzten italiar eta alemanen laguntzak, bereziki hegazkinak. Beraz jaurlaritzaren tropean erasoa gelditu ahal izan zuten eta frontea hantxe gelditu zen, mugitu gabe, ondoko hilabeteetan (negu guzian).

Beti harmak falta Eusko Gudarostearentzat

Eusko gudarostea entusiasmo handi batekin muntatua izan zen eta konfiantza eman zuen euskal jendeari. Errepublikako Gobernua entseiatu bazen ere bere gizonak armada horren buruzagitzan sartzen, borroka zozo batzuen ondotik, Eusko Jaurlaritzak beti lortuko zuen bere gizonak atxikitzea euskal armada horren buru. Madrileko (gero Valentziako) Gobernuarendako Euskadi. Santander eta Asturias-ek eremu bakar bat egiten zuten gerlako planetan : Espainia Iparraldeko eremua. Baina Euskadi bakarrik zen organisatua, orain arte, beraz bere guda buruek segitu zuten beren lana. Halere Agirrek eta bere gobernuak buruzagien arteko borroka hori gainditu zuten Euskadiren abantailetan. Ofiziaken arteko arazoak konpondu ez geroz harmena aipatu behar dugu.

Egia da Frantziak Bretainia handiak eta Europako beste demokraziek neutraltasuna deklaratu zutela Espainiako gerlari buruz. Ez ziren konturatzen gero hurbil batean Errepublikaren eta Euskadiren etsaiak (Alemanak eta Italianak Francorekin aliatuak) beren etsai amorratuak izanen zirela laister batean.

Gauzak horrela azkenean Errepublikak igorri zuen harma kargamentu bat Euskadira : hamabost ehizako-hegazkin, kalibre ertaineko bost kanoi, hamabost tanke, 200 metrailadora eta hamabost mila fusil, oso kartutxa gutirekin. Huna zer zion J.A. Agirrek « Hegazkinak onak ziren, Rusian fabrikaturiko Curtiss ehiza hegazkinak. Tankeak zaharrak eta txarrak, gomazko erroten gainean arrastaka ibiltzen ziren, kanoiak baliagarriak baina munizio gutirekin, metrailadoreen erdiak ez zuen funtzionatzen eta fusilak aintzineko mendekoak ziren ».

Beraz laguntza on guti harmen aldetik.

Ofentsiba euskal frontearen kontra

Kontuak horrela zeuden, frontea geldirik eta harmak eskas. 1937ko martxoa jin zen. Francok, bost hilabetez Madrilez jabetzeko erasoak egin ondoan, estrategia aldatzea erabaki zuen. Ikusi baitzuen hori ez zuela hain errex lortuko, taktika berri bat abiatu zuen : Iparraldea eskuratzea. Artetik erraiteko historilari batzuek diote Francok ez zuela gerla segidan irabazi nahi. Nahiago zuela luzatzea, horrela bere etsaieri (euskaldunak barne) ahalik eta kalterik handiena egiteko. 1937ko martxoan euskal frontea bihurtu zen lehentasun magusi bat Francorendako.

J. A. Agirre Lehendakariaren argazki ofiziala



Apirila hasieran Durango bonbardatu zuten. Apirilaren 6an, frankisten hegazkinek barreiaturiko orrialdeek hau zioten : *« Azken oharra : Espainia Iparraldean gerla ahal bezain fite amaitzeko asmoa daukat. Delitu salaketarik ez eduki, eta armak beren borondatez entregatzen dituzten hiri eta bizilagun guzien biziak eta ontasunak errespetatuko ditut. Bereala errenditzen ez bazarete, Bizkaiko probintzia guzia xehatuko dut, gerla industrietarik hasita. Nere nahia betetzeko beharrezko diren ahal guziak baditut »* (Mola Jenerala). Handik laster hegazkin ixtripu batean hilen zen.

L'Éducation nationale en échec (II)

Les projets et les réformes s'accumulent, s'empilent, se succèdent, et pourtant le résultat est là : la Cour des Comptes vient de dresser un portrait accablant de l'école française.

Enseignement scolaire : un enjeu central

Scolarisant 10 millions d'élèves, employant plus de 730.000 enseignants, doté d'un budget étatique de près de 53 milliards d'euros en 2010, l'enseignement scolaire est un enjeu central pour l'avenir de la France. En effet, le développement d'une société de plus en plus technologique implique des citoyens de mieux en mieux formés. Mais l'école républicaine a aussi une autre mission : participer à la cohésion sociale. C'est à ce titre que lui a été assigné l'objectif d'assurer la réussite de tous les jeunes, dans la perspective de leur insertion professionnelle et de leur devenir citoyen.

Pourtant la Cour des Comptes constate, qu'à l'heure actuelle, l'Éducation Nationale ne remplit pas ces objectifs. Or l'effort de massification de l'enseignement secondaire, assuré dans les


© Euskal Kultur Erakundea

années 70 - 80 est derrière nous. Ce n'est pas non plus une simple question de moyens : En 2008, la France a consacré 129,4 milliards d'euros à son système éducatif, soit 6,6 % du produit intérieur brut (PIB). Ce montant représente 2.020 € par habitant, ou encore 7.780 € par élève ou étudiant. Il s'agit du premier budget de l'État. Mais l'État n'est pas seul à participer au financement : les Collectivités Territoriales y participent aussi, la gestion des locaux et des personnel non enseignants ayant été décentralisée. Ces chiffres placent la France dans la moyenne des Etats de l'OCDE (pays développés).

La mesure des résultats

En dépit de cet investissement financier massif, les performances ne suivent pas : une proportion considérable d'élèves - de l'ordre de 20% - ne maîtrise pas les compétences de base en lecture au terme de la scolarité obligatoire. De nombreux jeunes quittent le système scolaire sans diplôme : en 2007, 18% des jeunes âgés de 20 à 24 ans n'avaient ni baccalauréat, ni brevet d'études professionnelles, ni certificat d'aptitude professionnelle.

La Cour souligne que plusieurs évaluations du système éducatif, autrefois régulièrement effectuées, ne le sont plus, ou alors ne sont plus rendues publiques. Volonté du Ministère de dissimuler des résultats peu flatteurs ? Par ailleurs, les organismes évaluateurs font partie du Ministère, ce qui revient à mélanger évaluateurs et évalués.

Des indicateurs internationaux révélateurs

Il existe des indicateurs internationaux permettant d'étudier, puis de comparer les performances des systèmes éducatifs des différents pays. Les résultats de l'enquête internationale PISA12 de l'OCDE sur les compétences des élèves de quinze ans en lecture, mathématiques et sciences sont souvent utilisés, car ils permettent des comparaisons entre pays et dans le temps. Bien que diverses dans leurs modalités, ces enquêtes livrent des résultats convergents. Ainsi, elles montrent toutes qu'au terme de l'instruction obligatoire, la proportion d'élèves éprouvant des difficultés sérieuses en lecture est de l'ordre de 21 % :

- 21,5 % des élèves de 3ème ne maîtrisent pas les compétences de base en français, selon un indicateur présenté pour 2008 dans le cadre des lois de finances ;
- 21,7 % des élèves de 15 ans ont d'importantes difficultés de lecture, selon l'enquête internationale PISA menée par l'OCDE en 2006 ;
- 21,3% des jeunes de 17 ans sont des « lecteurs médiocres » ou des lecteurs « à difficultés sévères », selon le test de 2007 de la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD).

En 2007, le ministère de l'Éducation nationale a mis en place des indicateurs destinés à mesurer la proportion d'élèves maîtrisant les compétences de base en français et en mathématiques. Cette évaluation montre que le pourcentage d'élèves de CM2 de l'enseignement public ne maîtrisant pas les compétences de base s'élevait en 2007 à 14,8% pour le français et à 10,7% pour les mathématiques, et, en 2008, à respectivement 12,6% et 9,6%. Le même indicateur, calculé pour les élèves de 3ème, aboutissait en 2007 à des pourcentages de 22,1% en français et 11,6% en mathématiques, puis en 2008 à respectivement 21,5% et 11,6%. S'il est difficile d'interpréter les variations annuelles en raison de la marge d'incertitude de l'indicateur, en revanche l'ampleur de la hausse du pourcentage d'élèves en difficulté constatée entre le CM2 et la 3e ne laisse pas de place au doute.

Les tests internationaux PISA de l'OCDE, menés pour la première fois en 2000, visent à mesurer les compétences acquises par les élèves de quinze ans. Les trois enquêtes PISA réalisées en 2000, 2003 et 2006 ont porté, à titre principal, respectivement sur la lecture, les mathématiques, et les sciences. En 2006, cette enquête a été réalisée dans 56 pays, dont les 30 États membres de l'OCDE. En définitive, le système scolaire français, mesuré par PISA à un stade proche de la fin de l'instruction obligatoire, est caractérisé, non seulement par le fait que l'élite scolaire est proportionnellement moins importante en France que dans les pays qui obtiennent les meilleurs résultats, mais aussi par un écart particulièrement élevé entre les meilleurs élèves et les plus faibles : la proportion des élèves qui se situent dans les niveaux les plus bas est deux fois plus importante que dans les pays qui obtiennent les meilleures performances. Quel que soit le domaine évalué (compréhension de l'écrit, mathématiques, culture scientifique), la France compte à peu près 50% à 60% d'élèves aux résultats satisfaisants (niveau 3 des tests PISA et au dessus), 20% à 30% d'élèves aux résultats insuffisants (niveau 2), et 20% d'élèves en grande difficulté scolaire (niveau 1 et en dessous).

Il faut enfin indiquer qu'il est impossible de comparer les écoles publiques des écoles privées, les chiffres du Ministère rendant impossible de telles comparaisons.

La reproduction des inégalités sociales

De plus, de fortes inégalités sociales subsistent dans le système éducatif : 18% des élèves issus d'un milieu social défavorisé obtiennent un baccalauréat général contre 78% pour les élèves de familles favorisées.

Voilà ce que dit le Ministère de l'Éducation : *« La distillation ségrégative est continue depuis la scolarité élémentaire jusqu'à l'accès à un*

baccalauréat général avec mention : les milieux familiaux influencent la qualité des parcours dans l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi les choix d'orientation aux différentes étapes de la scolarité et, en particulier, à l'entrée dans l'enseignement supérieur. 55 % des bacheliers qui entrent dans les classes préparatoires aux grandes écoles ont un père cadre, chef d'entreprise, professeur ou membre d'une profession libérale : ils sont trois fois et demi plus nombreux que dans l'ensemble de la cohorte des élèves de sixième, tandis que les enfants d'origine ouvrière le sont quatre fois moins ».

La recherche des raisons

La Cour des Comptes relève différentes explications qui aboutissent à ces échecs.

La première est liée à la multiplicité des objectifs assignés à l'école. Le premier article de loi du code de l'éducation définit les principaux objectifs de l'enseignement scolaire, sans les hiérarchiser : « contribution à l'égalité des chances », « transmission des connaissances , « partage des valeurs républicaines », « maîtrise de la langue française », «insertion sociale et professionnelle », « exercice de la citoyenneté », etc. De nombreux autres objectifs sont fixés par le code de l'éducation ou par des textes non codifiés, que ce soit en termes très généraux ou en sens inverse extrêmement précis, par exemple dans le cadre des programmes nationaux d'enseignement.

La seconde est liée à la gestion par le Ministère de son budget. Pour la Cour, il existe une déconnexion par rapport à l'objectif de gestion par la performance. Bref, une approche technocratique du budget de l'Éducation, qui ne permet pas de mesurer les bénéfices des politiques mises en œuvre.



La Cour pointe aussi les décisions contradictoires prises par le Ministère : par exemple, certains programmes fixés à des matières de l'enseignement secondaire peuvent être étrangers aux objectifs que ce même Ministère assigne au collège et au lycée !

Les établissements scolaires n'ont qu'une marge de décision très limitée. L'allocation des moyens, tant financiers qu'humains est entre les mains du Rectorat, ce qui déresponsabilise les chefs d'établissement et les équipes éducatives.

De ces raisons, on aboutit à un gâchis des moyens. Les différentes politiques éducatives, pour lutter contre l'échec scolaire par exemple, se succèdent sans qu'à aucun moment la politique précédente n'ait fait l'objet d'une évaluation.

La Cour enfin pointe du doigt un élément sensible : la dispersion des offres de formation, c'est à dire la multiplicité des matières à options, ce qui allonge les journées de travail des élèves. La lourdeur des horaires des enseignements au lycée est non seulement inefficiente, mais elle rend en outre le système inéquitable : insuffisamment contrôlée, l'offre d'options contribue à creuser les écarts entre les établissements, d'une part, et entre les usagers, d'autre part. Une note de la DEPP de 2005 rappelle ainsi que «l'offre de formation (au sens examen et diplôme préparé et filière) et l'offre d'options déterminent le degré d'attractivité et de sélectivité des lycées ». C'est souvent la variété et le nombre d'options que proposent un lycée qui font sa plus ou moins grande réputation : pour les lycées les plus prestigieux, les options semblent davantage faire partie d'un acquis patrimonial que constituer les vecteurs d'un véritable projet.

Jean-Marc Quijano

EUSKARAREN DANTZA

Irakurle maiteak, sail berri honek gure hizkuntza goratu nahi du. Beriziki gaurko euskara ezagutaraziz, baina ere bai erran zahar bat oroitaraziz, euskalki baten hitz edo esapide bat agerian ezarriz, idazle bati buruzko xehetasunak, etabar…

Sail berri hau zuentzat egina da eta zuen oharrak, proposamenak, lankidetza, ongi etorriak izanen dira, nahi baduzue.

EZAGUTZEN OTE DITUZU HITZ HAUEK ?

ESKARMENTUA (Hegoaldeko hitza eta osoki euskarazkoa) : Esperientzia.

Norberaren edota besteren esperientiaz, edo norbaitek ohartu izanaren ondorioz, hartutako desengainu edo abisua.

« Hurrengorako eskarmentu ederra jaso du gertatu zaionarekin. »

« Gazte eta eskarmentu gabea haiz ! »

Eta hitz horretatik hurbilak diren batzuk :

ESKARMENTATU aditza : Eskarmentua hartu.

Aitzinetik behar edo nahi ez bezala gertatutako zerbaitetatik ikasi.

Adibide irringarriaz : Eskarlatina harrapatuz geroz, ikasten dugu osasuna eritasuna baino habeagoa dela (ez bagenien bederen !)

GURE ERRAN ZAHARRAK EDO ATSOTITZAK :

«MAIATZEKO LOREA URREA BAINO HOBEA » biziki irudi ederra. Erdaraz erraten dute : "diruak ez du zorionekoa egiten ».

Munduko zangobaloia kupa horretan Frantziako ekipak egin duen balentriari buruz, erran genezake : EKAINEKO URREA (jokolariek irabazi duten dirua) OHOREA BAINO HOBEA.

SINONIMOAK : ERDEINU = MESPRETXU.

Eta hitz honen eratorrikoak : Erdeinagarria eta erdeinatu.

ESAPIDEA :

« BERE ONETIK ATERATZEA ». Zer da ba esapide honen erranahia ? Honelako zerbait dudarik gabe : bortizki haserretu, bere burua ez menperatzerainokoan.

« ESTILO LIBURUA »-tik atera honelako araua : Zalantza franko sortzen du euskaraz zerA eta zer BAT aukerak. Toki askotan azalduak dira bat gaizki erabiltzen den hainbat kasu.

Erran behar ez dutenak : harroputz bat* da, lan bat* behar dut, etxe bat* erosi dut.

Erran behar dutenak : harroputza da, lana behar dut, etxea erosi dut.

IRAKURTZEKO GOGOA EMATEKOTAN :

« ESTILO LIBURUA » Hain zuzen ere.

Eskuan dudan hau 2001ean argitaratua izan zen, « EGUNKARIA » izena zuen euskara hutsezko egunkari zenduak eginik. Kazetetatik hartutako adibideak bildu eta zuzentzen ditu, arau gramatikoa emanez. Biziki baliagarria eta baliotsu handizkoa gure euskara hobetu nahi dugunentzat. Atal txiki eta argiz egina da. Ez da batere gramatika bat bezalakoa aurkezten. Beti egiazko adibide batetik abiatzen da, berehala zuzendurik, gero bakarrik araua emana da. Erraza da erabiltzeko.

Ez dakit agortua denez edo argitalpen berriagorik denez.

Transfrontalier : à la croisée des chemins ?

Michel Mercier, Ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire et Pierre Lellouche, Secrétaire d'État chargé des Affaires européennes ont fait de la coopération transfrontalière leur cheval de bataille. Une mission parlementaire planche sur le sujet et devrait bientôt rendre son rapport afin d'améliorer la gouvernance publique de la politique transfrontalière et renforcer la compétitivité des territoires frontaliers.

Le Gouvernement français a confié une mission parlementaire à la sénatrice Fabienne Keller, au député Etienne Blanc et à l'eurodéputée Marie-Thérèse Sanchez -Schmid, afin de répertorier les problèmes auxquels font face les régions frontalières et proposer des pistes pour les résoudre.

À l'échelle européenne, c'est un tiers de la population qui vit le long des frontières des 27 États-membres. Et en France, les espaces frontaliers concernent 20% du territoire et 10 millions de citoyens. Concernant le travail frontalier, 300 000 Français franchissent chaque jour la frontière pour aller travailler, tandis que seulement 10 000 résidents voisins viennent travailler, en France.

Avant même que le rapport définitif ne soit rendu, les parlementaires en mission ont élaboré un document d'étape.

Des espaces dynamiques mais en tension

Il ressort de ce rapport intermédiaire que l'Europe se construit plus visiblement sur ses frontières ; même si les situations sont multiformes, les territoires transfrontaliers deviennent des centres où s'invente l'Europe au quotidien.

Mais dans le même temps, les frontières apparaissent comme des espaces en tensions (démographique, économique, foncière, environnementale) qui sont confrontés à des fractures institutionnelles, juridiques, fiscales et sociales ainsi qu'à une concurrence économique forte des pays voisins.

Des coopérations foisonnantes, une gouvernance défaillante

Un autre constat est fait : les initiatives foisonnent, elles reflètent la volonté politique des acteurs locaux à œuvrer ensemble même si la genèse de la plupart des expériences est longue et qu'elle est marquée par la complexité des montages de dossiers et de la gestion au quotidien. Mais, ce qui frappe le plus est la défaillance de la gouvernance de la politique transfrontalière en France et le manque de vision stratégique du développement des zones concernées.

Ramuntxo Camblong met en contact des responsables du Pays basque nord avec des dirigeants du groupe Mondragon



Suite au diagnostic, différentes pistes de réflexion sont esquissées afin de relancer la compétitivité des territoires frontaliers, améliorer la vie quotidienne des populations concernées et repenser la gouvernance publique transfrontalière.

Une gouvernance transfrontalière repensée

Sur le sujet de la gouvernance, il est proposé que l'on modifie le regard de l'appareil administratif de l'État sur les territoires frontaliers afin de lutter contre les « blocages mentaux » encore trop souvent constatés en la matière : nomination d'un Ministre ou d'un Secrétaire d'État dédié à ces questions afin d'avoir une vision globale du transfrontalier et traiter l'ensemble des sujets, réorganisation des services de l'État dans les régions, obligation d'un volet transfrontalier dans les Contrats de Projets État / Région…

Une des préconisations qui ressort du rapport (et qui a déjà fait l'objet d'un amendement dans le cadre de l'examen au Parlement de la réforme territoriale en cours) est la création de métropoles transfrontalières : cela permettrait aux territoires frontaliers de mieux s'organiser sur le sol français en s'adossant au bassin transfrontalier dans son ensemble ; l'objectif est aussi de répondre à l'un des obstacles majeurs de la coopération, à savoir le manque d'organisation des acteurs, lié à la multiplication des échelles impliquées.

Une approche nouvelle et différenciée

Par ailleurs, afin de rééquilibrer les différentiels fiscaux et sociaux, la mission préconise la création de « zones à caractère spécial » pour les espaces frontaliers, ce qui offrirait un cadre fiscal et social préférentiel permettant de lutter contre les distorsions et créer des avantages concurrentiels.

En définitive, ce rapport intermédiaire indique que pour se développer, la coopération transfrontalière a besoin d'un cadre institutionnel stable, d'une gouvernance améliorée pour une plus grande clarté et efficacité des décisions.

Ceci-dit, même si la vision globale est nécessaire, elle ne doit pas être uniforme ; il conviendrait plutôt de privilégier une approche pragmatique et différenciée, par frontière, compte-tenu de la diversité économique, sociologique, historique et culturelle des territoires concernés, et ce, en encourageant les expérimentations.

Le déménagement du territoire

Le gouvernement aurait-il pris conscience d'une nécessaire politique ambitieuse de développement des territoires ruraux ? On pourrait le croire au vu des orientations préconisées lors du dernier Comité Interministériel d'aménagement et de développement des territoires (C.I.A.D.T) de début mai.

Les faits démentent hélas les bonnes intentions. En effet comment peut-on vouloir favoriser l'accés aux soins des populations rurales par un plan d'investissement et en même temps vouloir diminuer de façon drastique le nombre d'école dans ces territoires? Un paradoxe de plus dans la politique de l'État français !

L'accès aux soins, une priorité du plan sur les territoires ruraux

Une quarantaine de mesures pour un coût de 5 milliards d'euros est envisagée en faveur des territoires ruraux par le C.I.A.D.T, les dispositifs d'amélioration de l'offre des soins en constituant une part importante. Ainsi 250 maisons de santé pluridisciplinaires (regroupant médecins généralistes, infirmiers, kinésithérapeutes) seraient financées sur la période 2010-2013 :
Une aide de 50.000 euros serait allouée pour le fonctionnement de ces structures. L'aide gouvernementale à l'investissement variera de 25 à 35% du coût total du projet selon les territoires.

L'installation des jeunes professionnels de santé dans ces zones serait plus incitative. Il est prévu, en effet, la signature de 400 contrats d'engagement de service public sur les 2 ans qui viennent. Les jeunes médecins qui s'engageront à exercer durant une certaine période, en milieu rural (la durée de ce contrat n'est pas encore définie) pourront bénéficier d'une bourse de 1200 euros par mois.
Cependant, le risque est grand de voir ces mesures inefficaces. La pérennité de ces structures n'est pas assurée car leurs charges de fonctionnement sont lourdes pour être assumées par les seuls professionnels. De trop nombreuses maisons médicales de garde ont dû fermer faute d'un financement pérenne. Mais cela, le plan du gouvernement ne l'évoque pas. Va-t-on demander une nouvelle fois aux collectivités locales de se substituer à l'État ? À force de charger la barque, elle finira bien par couler, à moins d'effectuer un transfert de moyens financiers vers ces collectivités ! L'État restant jacobin par nature, cela n'est même pas envisageable.

Ces mesures s'intègrent dans un plan plus global qui vise à améliorer les conditions de vie, dans ces zones rurales. Mais ces objectifs ressemblent davantage à un catalogue de bonnes intentions à la Prévert: des places de gardes pour les enfants seront réalisées, un protocole d'accord entre l'État et les grands opérateurs publics (la Poste, SNCF, Assurance maladie, CAF…) devrait être signé pour expérimenter la délivrance de prestations au plus prés de cette population. Il reste un problème de taille : par qui et comment seront financés ces objectifs alors que l'on nous déclare chaque jour que nous sommes en crise et que le temps de la rigueur budgétaire est de retour ?

La société s'auto-organise avec des retraités qui soutiennent des actifs



L'école sacrifiée ?

Un territoire ne peut vivre sans une offre de services de proximité et les soins en font partie. Cependant, oublier que l'école permet de maintenir une population jeune en zone rurale est une faute impardonnable pour l'avenir. Luc Chatel, ministre de l'Éducation, dans un document interne, révélé par le journal « le Monde », démontre qu'il raisonne comme un D.R.H (qu'il a été chez L'Oréal !) et qu'il n'a aucun projet éducatif à proposer. En effet, il souhaite que soit appliqué le dogme du non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite. Faisant appel à un vocabulaire technocratique du plus bel effet, l'objectif de ce projet est de « mobiliser les gisements d'efficience (…), sans dégrader les performances globales ». On appelle cela la quadrature du cercle. Et les écoles rurales en seront les premières victimes, comme celles de Macaye par exemple. Faisant fi des conséquences d'un tel projet sur les élèves, l'objectif n'est plus que comptable : supprimer 15 à 17 000 postes dès 2011. Pour cela, plusieurs pistes sont évoquées :

- supprimer la possibilité de scolariser les enfants dès 2 ans alors que l'on manque déjà de places de crèche et notamment en zone rurale,
- augmenter dans le primaire principalement le nombre d'élèves par classe. Cela permettrait de fermer « près de 10 000 classes, soit un peu plus de 4% du contingent total » selon les augures ministériels.

Il est également envisagé de fermer ou fusionner des petites écoles rurales, ce qui augmentera encore plus la désertification de ces territoires. Mettre fin au travail effectué par les intervenants extérieurs dans l'apprentissage des langues étrangères ou des assistants pour l'aide aux élèves en difficulté.

Tout cela doit se faire "sans nuire à la qualité de la formation dispensée aux élèves". Comment peut-on, en faisant appel à une telle rigueur budgétaire, prétendre atteindre un tel objectif ?

Des objectifs contradictoires

En effet , une fois de plus le gouvernement prend des mesures plus proches du grand écart que d'un projet d'ensemble et visionnaire pour les territoires ruraux. On veut favoriser l'accés aux soins d'un côté et accélérer la fermeture de classes dans ces même territoires de l'autre. Quelle logique ! Comment assurer un avenir au milieu rural si on ne lui permet pas de maintenir (à défaut d'accroître) un tissu social, éducatif, économique de qualité.
Dans les temps actuels, on ne peut être opposé au principe de rigueur. Mais rigueur ne veut pas dire aveuglement dogmatique et perte de vue de l'intérêt général. Nos campagnes méritent mieux que cela.

Dominique Larramendi

Navarre

L'Amejoramiento (renforcement).

L'Amejoramiento, comme l'autonomie basque et son « Concert économique » est le pacte Navarre - État espagnol qui régule les compétences transférées à la Navarre et le rôle de l'État espagnol sur les compétences non transférées. S'il y a plus de 30 ans, la population d'Euskadi a voté et approuvé ce texte, la Navarre à préféré le faire approuver par le Parlement. Celui-ci vient d'approuver des « améliorations » du texte, suite à la négociation du gouvernement navarrais avec l'État espagnol, grâce aux voix du parti socialiste PSN et du parti UPN (droite navarraise – espagnole). Na-Bai s'est opposé en affirmant qu'il s'agissait du « *moment idéal pour approfondir l'autogouvernement* », chose qui n'a pas été faite sachant que plusieurs compétences n'ont pas encore été transférées, comme en Euskadi, suite au pacte Navarre - État espagnol du début de l'Amejoramiento, voici presque 30 ans.

Navarre éolienne.

La Navarre est un territoire éolien. Le paysage navarrais le confirme et son territoire est un des plus importants d'Espagne et peut-être d'Europe, en matière de parc éolien. Mais elle continue à agrandir son parc. Gamesa prévoit la construction de 9 parcs éoliens, entre 2011-2013 et un investissement de 370 millions d'€. Le territoire navarrais s'y prête, les vents soufflent, mais c'est aussi la volonté politique d'utiliser les énergies propres. Ah ! si Iparralde avait le pouvoir de décision politique telle qu' une Collectivité territoriale du Pays basque. Cela pourrait être également un territoire éolien, si les conditions environnementales le permettent.

Egalité homme-femme

Pampelune adopte 81 mesures pour promouvoir l'égalité homme-femme, aux niveaux de la sensibilisation, l'emploi, l'éducation, la violence contre les femmes, la « visibilité » des femmes au niveau de la culture, son rôle sociopolitique, sport et loisir. Cela quand on apprend que le « macho » espagnol est encore vivant : 15% des jeunes espagnols justifient la violence contre les femmes et 17,7% de moins de 30 ans considèrent qu'un homme agressif est « plus attrayant ». Il reste encore un long chemin devant nous pour parvenir à éliminer cette violence et toute mesure est la bienvenue.

Communauté autonome basque

Erreala primera-n

Les grandes équipes, comme la Real Sociedad de football de San Sébastian, reviennent toujours et la saison prochaine, elle jouera en première division. Elle rejoint les deux autres équipes basques Osasuna et Athletic de Bilbao. Elle le fait comme le champion de la deuxième division espagnole de football. C'est le seul titre qui manque à l'Athletic de Bilbao qui n'est jamais descendu en deuxième division. Les fêtes continuent à Donosti. Si le jour du dernier match à Anoeta, le stade et ses alentours sont remplis, plus de 25.000 personnes sont descendues dans les routes de la mairie et de la Diputación (Département Gipuzkoa) pour saluer les joueurs et techniciens de la Real et chanter le Maite Zaitut. On a vu tous les txapelduns avec leur txapela et même le jeune international français Griezmann vêtu d'un ikurriña (se considérer basque serait-il contagieux ? tant mieux). Anoeta porte bonheur aussi au BO (Biarritz Olympique). Longue vie à la Real en première division.

Football et politique

Le nouveau gouvernement basque (gauche et droite, espagnole) a l'intention d' « espagnoliser » tout événement sportif ou tout signe externe qui réaffirme l'euskara. Ajouter le mot Espagne sur le logo d'Euskaltel pour son équipe cycliste, sous le prétexte que le mot Pays basque n'est pas bien reconnu par le public « étranger ». Cela signifierait-il que le mot Euskadi appuierait une option séparatiste ? Pourquoi politiser de façon absurde le sport ? Le nouveau gouvernement basque souhaite que l'équipe d'Espagne de football et même celle du basket jouent, en Hegoalde, sachant que l'équipe d'Espagne ne joue pas en Euskadi, depuis 1967 et que le tour d'Espagne cycliste ne passe plus ici depuis 1978. Est-ce la réponse de M. Lopez pour «la cohésion du pays, par le dialogue et l'accord entre différents » pour « *finir avec les politiques frontistes et les propositions unilatérales* » comme le souhaitait M. Lopez, lors de ses discours de campagne électorale. Il faut donner la priorité aux problèmes réels de ses habitants? Pourquoi le gouvernement espagnol ne permet-il pas la présence internationale d'équipes sportives représentant Eskual Herria ? La réponse est évidente : la peur que tel phénomène social consolide les sentiments d'appartenance, d'identité. Sauf lorsqu'une telle exaltation se centre sur l'équipe d'Espagne de foot. Il faut respecter le fait qu'un homme politique espagnol ou basque tente d'impulser le nationalisme espagnol. Celui-ci est respectable si en même temps, il ne se comporte pas de façon exclusive et sectaire, à l'égard d'autres nationalismes tout aussi défendables. Par cette imposition identitaire de l'espagnol, ils tentent de se réaffirmer face à un nationalisme basque qu'ils jugent exclusif, rétrograde, immobiliste… Ils le font sous l'angle de la modernité, en imposant une vision étatiste et centraliste, grâce à l'appui des médias et le pouvoir du Parlement espagnol…

Pression fiscale

En 2009, le syndicat basque ELA dénonce la pression fiscale qui en Hegoalde et en Navarre a été inférieure à celle de 1998, de 2,7 points sur le PIB. Selon ELA, la pression fiscale fut en 2008, de 31,6% du PIB de la Communauté Autonome Basque et 29,8% en Navarre, soit 8,9 points, de moins en Euskadi, par rapport à celle de l'Union Européenne (des 27) et 10,7 points inférieur, en Navarre. ELA demande que la pression fiscale des deux territoires soit au moins égale à la moyenne européenne et permette la diminution du déficit budgétaire de la Communauté Autonome Basque.

Pedro Miguel Etxenike

Cet homme scientifique très renommé dans le monde de la physique, ancien ministre du gouvernement basque, euskaldun, navarrais, répond à une interview : pourquoi un homme scientifique international qui fait de la recherche, communique, publie et réalise sa conférence, en parfait anglais aurait besoin de l'euskara ?

La réponse : « comme vous le dîtes, cela ne sert à rien. Mais cela me plait d'écouter mes chercheurs discuter entre eux, en basque. C'est la langue qu'ils dominent et ensuite, ils la publient dans un parfait anglais. Ecrire de physique nucléaire n'est pas nécessaire, car toute langue peut expliquer les idées. Koldo Mitxelena le disait « *Edozein gauza ere idatz daiteke euskeraz, euskera ederrean baina ez du edozeinek egingo leherrenak egiten baditu ere* » L'euskera n'a besoin de rien prouver. Il a besoin de lieux pour l'utiliser tout en conjuguant, plaisir, utilité et qualité. Je préfère qu'elle soit parlée dans les cours de récréation, avant d'être utilisé pour écrire de la physique nucléaire. Parfois je dis uniquement cela, pour entendre les bertsolaris. L'euskera mérite simplement d'être appris…

La parole com

Voici la suite des témoignages des commerçants Hazpandar. Les responsables d'une sandwicherie interviennent dans de commerce pour devenir également une véritable SARL agro-alimentaire. Un restaurateur explique l'évolution de so informatique montre sa difficulté à créer un type d'entreprise qui nécessite des compétences techniques modernes. Jean Tellechea, sur le développement commercial, à Urrugne. Ces prochaines semaines, vous retrouver http://www.lema

Manuel et Florence : « nous répondons à un besoin de convivialité et de rapidité »



La restauration rapide est un secteur émergent à Hasparren : plusieurs pizzerias et des sandwicherires. Manuel et Florence gèrent leur magasin Betti prest. Ces commerçants expérimentés espèrent un plus grand développement du tourisme , à Hasparren.

Qui sont tes clients ?

Tout type de personnes vient manger chez nous. Les jeunes des établissements scolaires, du collège et des lycées voisins viennent à midi entre les cours et en soirée, à la fin des cours. À midi, des artisans, des salariés, des commerciaux viennent également pour manger rapidement. Des personnes souvent âgées qui sortent du groupe médical ou des laboratoires d'analyses voisins viennent également se restaurer. C'est très divers. 85% des personnes sont des locaux, y compris selon nous, des commerciaux venus de Pau. Finalement, nous travaillons assez peu avec les touristes.

Qui sont vos fournisseurs ?

Nous nous approvisionnons beaucoup à Métro ou à l'Orangeraie. Ce sont de grands centres d'approvisionnement dont les marchandises viennent sans doute de loin. On aimerait bien avoir des tomates du coin, mais étant donné les quantités nécessaires au quotidien, c'est impossible, malheureusement. Par contre, nous travaillons avec un boulanger local pour un des produits de base : le pain. Il nous prépare un produit spécifique : moins long et plus carré que la baguette traditionnelle. L'avantage avec lui, c'est la souplesse. On peut l'appeler à 21h, en cas de besoin. Il est disponible. C'est très important pour nous !

Quels sont les produits les plus vendus ? Vendez-vous des produits locaux ?

Nous vendons beaucoup de produits à base de pain, comme les paninis. Sinon, nous avons appris à faire des taloas, avec le boulanger. C'est demandé par une clientèle locale.



Pourquoi ce commerce rapide se développe-t-il ?

Les gens ne veulent plus faire à manger. Les parents n'enseignent plus aux filles ou à leurs enfants à cuisiner. Beaucoup d'adultes cuisinent moins bien qu'autrefois. De plus, aujourd'hui, beaucoup de personnes sortent stressées du travail. Elles décompressent en mangeant à l'extérieur.

Que faudrait-il améliorer à Hasparren ?

Il faut créer des activités pour attirer des touristes. Il faudrait cérer des lieux d'animation, à partir de la nature, comme par exemple des parcs Accrobranches.

Eric Ospital : volonté de ma le commerce et ploi à Hasparren

Eric OSPITAL a repris la boucher Ospital, l'entreprise familiale. Attach leur société s'est développée et sala plus d'une vingtaine de personnes.

L'activité de boucherie charcuterie est-elle importante ?

Mes parents se sont installés en 1972. J'ai repris cette activité en y développant la distribution. Néanmoins, nous tenons à ce magasin qui nous permet de rester en contact avec les personnes de la région.

L'activité Boucherie-Charcuterie - Traiteur s'était développée de 1972 à 2000. Nous avons décidé de mettre l'accent sur la partie Charcuterie qualitative et naturelle que mes parents faisaient.

Il aura fallu la rencontre de 3 grands Chefs de cuisine séduits par la qualité de ces produits pour voir un réseau supplémentaire se développer, amenant avec lui, un flux touristique et professionnel assez important tellement que l'activité Traiteur a dû être mise entre parenthèse afin de répondre à ce niveau d'exigence dans l'excellence.

Quelle est votre clientèle ?

Il s'agit essentiellement d'une clientèle locale qui recherche avant tout la qualité du produit (des mères de famille, sensibles à l'alimentation de leurs enfants…) et aussi des gens sensibles au développement économique du Pays basque. Les restaurateurs hazpandars et des environs, quelques parisiens, des épiceries fines, des ambassades…

Vous avez décidé de vous développer autrement ?

Oui. Désormais, nous vendons nos produits transformés par d'autres canaux de distribution : les commerces (restaurants, charcuteries et épiceries fines) et les foires. Nous n'hésitons

mmerçante (II)

s un secteur en développement. Un boucher charcutier évoque l'évolution d'une entreprise qui a dépassé sa condition on activité, ses aspirations actuelles, dans un secteur de base traditionnel. Enfin, le gérant d'un commerce de matériel Nous achèverons cette enquête, le mois prochain, par une réflexion générale sur le commerce hazpandar et celle de rez régulièrement des entretiens d'acteurs du secteur alimentaire et de la construction sur notre blog : apaysbasque.eu.

« La intenir t l'em- »



rie-charcuterie é à Hasparren, arie désormais

pas à nous déplacer. Nous avons également développé un service de vente par Internet qui connaît un véritable succès. Sensible au développement économique du Pays basque, un label fut créé en 1985. 3 éleveurs de l'intérieur du Pays basque et 3 salaisonniers unirent leurs efforts et ensemble ont imaginé l'Ibaïona (la bonne source) : équitabilité avec l'éleveur (plus besoin de subvention européenne…), des cochons nés, élevés, nourris et abattus sur le sol de Garazi et de ses environs, le salage de ces jambons artisanaux et l'affinage naturel.

Quel est votre objectif ?

Maintenir la vingtaine d'emplois, continuer dans cette voie qualitative et artisanale que mes parents m'ont transmise, continuer la formation des apprentis afin de transmettre ce savoir-faire ancestral.

Qui sont vos fournisseurs ?

Pour les cochons : les 3 éleveurs du Pays basque : Ferme Iratzia, Ferme Belarea, Ferme Abotia, l'Abattoir de Garazi, l'abattoir de Bayonne. Pour le bœuf, le veau les ovins : exclusivement la Société Bayonnaise des viandes qui s'approvisionnent dans les fermes du Pays basque et de ses alentours.

Nous les connaissons bien. Comment s'est développée votre notoriété ?

En suivant l'exemple de mes parents et grâce à la rencontre de certains Chefs de renom rencontrés lors de ma formation à Paris, voilà 20 ans… Tout en sachant que chaque jour est un éternel recommencement.

Philippe St Esteben : « Xuriatea ostatua baino gehiago »

Il gère ce bar-restaurant « Xuriatea », crée en 2000. Ce bar restaurant à fort caractère basque est capable d'accueillir toute catégorie de personnes et de tout âge.

Qui sont vos clients ?

Notre bar - restaurant est connu depuis longtemps en centre-ville. Autrefois, beaucoup d'ouvriers de la chaussure venaient se restaurer dans ce lieu qui appartenait à une personne dénommée Nixon. Puis avec la crise, la clientèle a évolué. 80% des personnes viennent des zones alentours, 20% sont des personnes extérieures, des touristes ou des gens de passage. Aujourd'hui, malgré notre étiquette « basquisante », nous accueillons toute catégorie de personnes : les clients de « toujours » de Hélette ou Mendionde, en particulier, le mardi, le jour du marché, les abertzale, surtout ceux des villages alentours qui apprécient notre ambiance festive et tous ceux qui apprécient « Xuriatea ». Globalement, la clientèle a rajeuni en 10 ans. Cette étiquette « abertzale » est encore un frein, mais cela a considérablement évolué malgré quelques irréductibles.

Quelle a été l'évolution de la clientèle ?

Au début des années 2000, nous accueillions environ 80% de clientèle au bar et 20% pour le restaurant. Aujourd'hui, les proportions sont quasiment inversées. Nous avons développé l'activité restauration.

Quelle est la relation avec les autres restaurateurs d'Hasparren ?

Il n'y a pas de travail pour développer d'activités communes. On peut le regretter, mais c'est ainsi. Il est difficile de sortir de l'esprit concurrentiel habituel, mais les choses évoluent vers une meilleure entente. En Septembre, une association des cafetiers verra le jour.

Qui sont vos fournisseurs ?

Nous travaillons avec le commerce local qui nous fournit beaucoup de denrées indispensables. Nous sommes également approvisionnés par les grossistes habituels. Mais depuis quelques années, la qualité du service se dégrade. Ce constat établi, associé à notre sensibilité « développement durable » nous fait rechercher des fournisseurs locaux qui sont difficiles à trouver. On travaille bien avec un fabricant de fromage, un marchand de légumes… Il manque un groupement d'achat basque et local pour la promotion de produits locaux.

Que souhaitez-vous voir améliorer à Hasparren ?

Il serait long d'évoquer toutes les idées qui pour beaucoup, ont été reprises dans le programme électoral de la liste Inchauspé. La priorité est à un centre ville plus convivial avec moins de voitures, plus d'espaces verts, la création de locaux commerciaux et de logement en accès à la propriété, sous l'impulsion de la mairie. Il faut penser aux générations



futures, créer une piste cyclable et stopper tous ces projets immobiliers comme celui face au stade. Il faut créer une zone de loisirs avec un espace de détente, aquatique par exemple, pour les enfants. Il faut davantage de solidarité et prouver que sur Hasparren, on est ouvert avec des prix moins chers que la côte, en faisant la promotion des commerçants et des produits locaux. En résumé : proximité-service-qualité et prix.

Edouard Oxoby : « Construisons ici »

Edouard Oxoby vend des produits d'un secteur d'activité en développement, le matériel informatique. Il a placé ses convictions et ses préoccupations au coeur de son projet d'entreprise.



Yves Bidart, le salarié recherché (à gauche) et Edouard Oxoby le gérant (à droite),

Quel a été ton parcours étudiant ?
Je suis titulaire d'un DESS en management franco latino-américain, à l'IAE de Bayonne. Comme pour beaucoup de personnes diplômées qui souhaitent vivre en Pays basque, nous sommes bien souvent obligés de partir ou si nous voulons rester au Pays basque créer sa propre activité.

Qu'as-tu réalisé à l'issue de tes études ?
Après avoir passé 1 an au Mexique j'avais la volonté de travailler et développer une activité au "Pays". Après 6 mois de recherche j'ai trouvé un emploi dans une entreprise de Biarritz "Geneviève Environnement". Elle faisait de la collecte et le recyclage de piles, sources lumineuses et matériel informatique dans tout l'Ouest de la France. Nous étions trois et faisions de l'administratif, du commercial, conduire un poids lourd… Au bout de deux ans je suis parti et ai développé, avec deux associés, mon frère Ramuntxo Oxoby et Jean-Claude Etchegaray ancien gérant de Cartouch'eco,



un projet de vente de produits informatiques avec l'incubateur de la pépinière d'entreprise Aldatu, situé à Hasparren et l'association de formation ACCEA Lan Berri.

Ce soutien à la création d'entreprise a été nécessaire ?
Il m'a permis de prendre le temps de la réflexion pour identifier et mettre en oeuvre les trois éléments essentiels du projet d'ouverture d'un magasin informatique à Hasparren : un local commercial situé en centre ville, un technicien informatique polyvalent et bascophone, et des marchandises à des prix compétitifs à ceux de la côte.

Tu as finalement réussi à créer ton magasin ?
Oui, mais j'emploierais le nous au lieu du tu. Avec Ramuntxo et Jean Claude nous avons d'abord constitué la S.A.R.L Kompa en amenant des capitaux qui ont permis de financer le début d'activité et une montée en charge progressive. Cette capacité à répondre au Besoin en Fonds de Roulement a permis d'avoir du stock, d'embaucher et payer un salarié dès le premier mois et surtout d'acheter le bail commercial à mon père, ancien coiffeur à Hasparren. C'était l'élément déclencheur de mon projet. J'étais attaché à ce lieu qui est également très bien situé en centre-ville (double vitrine, parking gratuit, facile d'accès). Nous avons recruté le technicien informatique en la personne d'Yves Bidart qui est devenue associée au cours de la deuxième année d'activité. Nous assurons la vente et la maintenance informatique en atelier et sur site et la vente de tous types de cartouches de marque constructeur et compatibles.

Qui sont tes clients et tes concurrents ?
Toutes les personnes qui ont un ordinateur ou une imprimante, donc aujourd'hui potentiellement beaucoup de monde aussi bien des particuliers que des entreprises. La zone de chalandise comprend essentiellement les communautés des communes d'Hasparren, Bidache et du Sivom Errobi.
Quelles améliorations aimerais-tu voir ?
Il me semble que l'élément fondamental est que nous "les personnes vivants sur ce territoire" prenons confiance dans les potentialités de ce territoire. Cette confiance en nous n'exonère pas une grande part de réflexion et d'humilité : demander conseil, travailler en collectif par exemple.

Quel est ton esprit « développement durable » ?
C'est devenu une expression à la mode. On y met ce que l'on veut. C'est avant tout une question de mentalité et de pratique quotidienne qui va au-delà de l'environnement avec le social et l'économique qui sont tout aussi importants. À ce jour s'il y avait un point que je ressortirais ce serait celui du retour à un engagement local teintée d'une vision à moyen-long terme qui forcément, demande une ouverture sur le monde et les autres.

ERRATUM

Voici un extrait de l'entretien avec M^me^ Loubet du magasin d'électroménager non inséré lors du Lema précédent.

Etes-vous concurrencés par la côte basque ?
Nous sommes compétitifs dans les tarifs. Des marques comme Samsung imposent des prix de vente identiques pour tout le monde. Notre gestion est alors d'y réduire au maximum les dépenses. Nous ne sommes pas vraiment génés par la concurrence de la côte basque dans notre secteur d'activité. Après, nous subissons comme d'autres commerces, le fait que des personnes qui travaillent sur la côte basque réalisent également leurs achats, sur place, après leur travail. Nous offrons par contre un service, basé sur la relation humaine et la convivialité. Nous sommes plus flexibles. L'activité grossissant, nous serons probablement amenés à davantage porter nos efforts sur le service après vente et sur le dépannage. Hasparren aurait besoin d'un pôle touristique… un musée de la chaussure ! Et pourquoi pas, le site de Zalduya. À étudier !



Claude Labat : « Les provinces ont aussi une origine géographique »

Claude Labat, le pédagogue animateur de l'association Lauburu a une vision dynamique du patrimoine. Il doit servir dans la mesure du possible à construire de nouveaux projets. À l'heure où bien souvent, la réflexion territoriale se cantonne à l'échelle du Pays basque nord, il est intéressant de connaître son point de vue, à bâtons rompus, sur la logique territoriale des 3 provinces historiques du Pays basque nord : la Basse-Navarre, le Labourd et la Soule. A-t-elle une pertinence pour le Pays basque de demain ?

Comment se crée le Royaume de Navarre, la première entité « basque » ?

Il s'agit d'une interprétation basée sur les travaux de l'historien, Manex Goihenetxe. Le peuple basque comme les autres, est marqué par sa géographie. Au départ, il s'agit d'un lieu

La tradition souletine toujours actuelle



de passage pastoral. Le mode de vie protohistorique est sculpté par les bergers, les estives, le libre parcours du bétail, les accords de passerie des deux versants des Pyrénées. On retrouve cela sur l'ensemble de la chaîne pyrénéenne qui parlait alors une langue proto-basque. Les humains s'organisaient en pays, en fonction souvent des vallées, en tribu, comme les tarbelli (Tarbes) ou les Ausci qui sont à l'origine d'hypothèses toponymiques, comme Auch, Aquitaine ou encore, la racine Euskal que l'on retrouve dans Euskal Herri, euskara ou Euskadi. Très probablement, les ancêtres des Basques actuels se situaient en Navarre, même si les peuples nommés vasconum par les Romains s'étendaient du nord de l'Ebre, jusqu'au sud de la Garonne. Les termes basques et gascons sont directement dérivés du terme vascons. L'euskara était dénommé par les Romains : Linguae Navarrum.
Ils ont créé des voies qui reprennent les routes pastorales comme celle reliant Bordeaux à Astorga. Elle préfigure la voie navarraise des chemins de St-Jacques-de-Compostelle, le couloir Bas-Navarrais, les vallées d'Amikuze, Oztibarre, les ports de Cize, Roncevaux et Pampelune. Les peuplements les plus importants se sont constitués autour de cette voie. Localement, on voit apparaître les groupes les plus puissants pour se défendre. Ces noyaux de peuplement se retrouveront dans le Royaume de Navarre, qui n'en finira pas de se définir par rapport à ses voisins d'Aragon, Castille et provinces basques atlantiques. C'est au roi de Navarre privé de son accès à l'océan que nous devons la création de La Bastide-Clairence.

Comment se constituent les trois provinces basques du nord ?

Tout d'abord, la logique générale des échanges pyrénéens se situe dans un axe nord-sud. Traditionnellement, la montagne n'est pas un obstacle, c'est un lieu d'échange entre le nord et le sud. En euskara, la montagne est traduite entre autres par le terme bortua, que l'on retrouve dans le mot port, en français. La Basse-Navarre est la province ultra-puertos de



Le monde martime labourdin peut-il être relancé ?

la Navarre, celle au-delà de la montagne pour les souverains navarrais. Elle est elle-même constituée de plusieurs vallées. La Soule échange avec le Roncal et Otxagavia. Le parler traditionnel de cette communauté est d'ailleurs du navarro-souletin. La Soule s'est constituée très probablement autour du gave local, le Saison. Enfin, le Labourd est la province des commerçants et du monde de la mer. Lorsque le Gipuzkoa et la Biscaye ont quitté le Royaume de Navarre pour intégrer le Royaume de Castille, au XII^{ème} siècle, le Labourd est devenu le débouché commercial et maritime du royaume de Navarre. Au nord de la Navarre, le village de La Bastide-Clairence se transforma en noeud de transport et d'accès maritime aux marchands navarrais. Les marchandises venues de Navarre rejoignaient Bayonne, par l'affluent de la Joyeuse. En tant que port, Bayonne a connu une vie particulière plus cosmopolite. Elle connut son heure de gloire, durant la période anglaise de l'Aquitaine qui permit une multiplication des échanges commerciaux. Puis, Bayonne intégra la province du Labourd, au détriment d'Ustaritz qui en fut la capitale historique.

Les provinces du nord et du sud avaient-elles la même organisation politique ?

Il y a d'abord une lecture classique de cette organisation. À quelques nuances près, en fonction de chaque contexte, il s'agit d'un modèle politique similaire. Les maîtres de maison, hommes ou femmes représentent la lignée familiale dans l'assemblée de la “paroisse” qui elle-même envoie ses représentants à l'Assemblée provinciale. Ces délégués ont un mandat impératif. Ils portent les résultats des votes de leur assemblée communale, à l'Assemblée provinciale et au préalable rapporte à leur Assemblée communale, le contenu des débats en cours, au niveau provincial afin d'adopter des décisions, dans la transparence. La maison, etxea est difficilement traduisible actuellement. Cela va bien au-delà de la simple propriété familiale. Les personnes vivantes sont les représentants de la lignée familiale à perpétuer, d'où entre autres, le système juridique qui interdit toute division de la maison, grâce à l'héritage réservé à un seul descendant. C'est probablement là, une explication de la survie de l'euskara, la langue des ancêtres. L'univers mythologique est lui aussi très territoria-

lisé, avec des entités proches des humains : basa jaun, laminak… Nous sommes loin du monde nomade qui a sans doute favorisé l'émergence de divinités plus abstraites.

Cette vision de l'organisation politique est-elle remise en cause ?

Oui, cette vision idyllique classique est en partie remise en cause par un historien comme Manex Goyhenetche qui met en évidence l'existence d'une vie sociale avec ses conflits et ses luttes de pouvoir. Il y a notamment un jeu de concurrence entre maisons et une volonté pour certains de dominer les autres. Cette société a également connu l'exclusion quand cela arrangeait (les cagots, les bohémiens ou les kaskarots). Mais ce phénomène a été exagéré pour mieux masquer le jeu des "maîtres de maison et des notables".

Les provinces historiques sont pourtant liées à un univers culturel spécifique ?

Oui, mais cela est récent. Plus exactement, cela se renforce au XIX^{ème} siècle, avec les guerres carlistes et la vague du romantisme culturel. Ce contre-courant à la Révolution française, né en zone germanique, au XIX^{ème} siècle met en avant les spécificités culturelles locales, face à l'individu abstrait, issu de la Révolution française, détaché de tout lien collectif, notamment culturel. Le Souletin et Républicain, Augustin Chaho, marqué par les guerres carlistes, très fortes en Pays basque sud, popularise au nord, cette

La basse Navarre et Larceveau, une terre de passage et de rencontre



notion culturelle des provinces du Pays basque nord. Rappelons qu'au XIX^{ème} siècle, les Basques avaient une conscience commune très faible. Ils sont avant tout Biscayen, Gipuzkoan, Navarrais ou Souletin. Des récits de personnes étrangères comme Victor Hugo renforcent également la prise de conscience de l'unité et de la diversité culturelle basque. Il faut véritablement attendre la fin du XIX^{ème} siècle, l'apparition du nationalisme basque avec Sabino Arana Goiri et EAJ-PNB, pour que cette conscience commune se renforce. N'oublions pas que jeune, le Biscayen, Sabino Arana Goiri a été scolarisé à Bayonne et à St-Jean-de-Luz. Ses parents étaient alors des réfugiés carlistes. Il a vécu très jeune dans la diversité basque.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je pense qu'il faut avoir une vision très souple des provinces basques. Evitons de les figer dans des limites strictes, car d'une part, elles ont évolué au cours de l'histoire mais surtout elles ne doivent perdurer que si elles ont un intérêt à exister aujourd'hui. Or, la "logique" d'hier n'est pas forcément celle d'aujourd'hui. Et si les provinces du sud gardent un semblant de légitimité, celles du nord ne me semble pas avoir qu'un rôle symbolique : on voit très bien qu'il faut penser le territoire autrement pour forger notre avenir, y compris en acceptant que les questions économiques et sociales demandent de s'associer avec le sud des Landes. Notre histoire ne doit pas aboutir à la formation d'un " kyste mental " qui nous empêcherait d'imaginer les politiques publiques à mettre en place.

KILIKA

Le peuple basque se bat aussi dans le domaine du sport, notamment pour ôbtenir dans les instances officielles une sélection basque qui puisse jouer sous son maillot, ce qui arrive parfois. Nous voulons être connus et reconnus, quoi de plus normal ? L'équipe de france de pied-ballon l'est, elle, reconnue, depuis longtemps. Et encore plus depuis le début de cette coupe du monde 2010. Quelle image ! Depuis, je suis encore plus heureux de me revendiquer Basque et non Français. Petit résumé du parcours de ceux qui sont censés représentés « nos couleurs » :

1) qualification sur une tricherie (double main volontaire qui a amené le but décisif) considérée comme un aléat normal du jeu.

2) On apprend que des prostituées mineures sont « offertes en cadeau d'anniversaire » aux joueurs.

3) La secrétaire d'État aux sports critique le luxe de l'hôtel des joueurs en Afrique du Sud, alors que le sien est encore plus cher.

4) Un joueur insulte devant toute l'équipe et le staff le sélectionneur national dans des termes orduriers; celui-ci est renvoyé (quand même !) mais ne s'excuse pas.

5) Pour protester contre ce renvoi, tous les jouers refusent de s'entraîner, le sélectionneur s'interpose entre un joueur et un entraîneur qui en venaient aux mains.

6) La ministre des sports se déplace en personne pour remonter les bretelles à l'équipe, le résultat : le lendemain, il n'y a que la moitié des joueurs qui chante l'hymne national sur le terrain, et encore du bout des lèvres.

7) A la fin du dernier match (perdu) le sélectionneur français refuse de serrer la main à un sélectionneur brésilien. Le tout (et j'en passe !) sur fond de résultats sportifs parmi les plus mauvais qui se puissent faire mathématiquement et devant les caméras du monde entier. Vive le sport ! Faisant leur valise, les joueurs, grands seigneurs magnanimes décident de renoncer aux « primes » auxquelles leurs preformances leur donnent droit : 300 000 € chacun. On n'ose imaginer ce à quoi ils auraient eu « droit » s'ils avaient été champions du monde ! Chacun aurait pu se payer une île pour y passer une retraite bien méritée : les cyclades, par exemple, le gouvernement grec a besoin de devises; ou carrément l'Angleterre ; avec son déficit budgétaire record, les anglais sont peut-être vendeurs. La risée du monde entier. Sincèrement, je n'ai pas le coeur à rire. Que le bon Dieu préserve les sélections basques présentes et futures de ne jamais offrir pareil spectacle. Sincères condoléances à tous nos amis sportifs français.



Euskadi, sa singularité : la fiscalité forale

Un territoire politiquement autonome est un territoire fiscalement indépendant. Tel est le cas d'Euskadi et de ses trois Territoires Historiques.

Le Trésor Public Autonome propre à la CAPV (Art.40 du Statut de Gernika)

Lorsque la disposition additionnelle première de la Constitution espagnole de 1978 énonce la protection et le respect des droits des territoires historiques, elle garantit l'indépendance du Pays basque et de la Navarre, en matière fiscale.

En effet, le Statut de Gernika (article 41) établit que la régulation des relations entre l'État et le Pays basque en matière fiscale et financière repose sur le système foral du Concert Économique.

Ce système permet à Euskadi de disposer d'un régime fiscal particulier. La compétence fiscale appartenant aux trois Territoires Historiques : Alava, Bizkaia et Gipuzkoa. Le Parlement Basque est chargé d'approuver les normes relatives à la coordination, harmonisation et collaboration fiscale entre ces territoires. Afin de garantir la correcte articulation de ces principes, le Parlement Basque a créé un Organe de Coordination fiscale.

Ainsi, le Trésor Public Foral de chaque Territoire Historique est percepteur des impôts directs et indirects à savoir :

- l'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
- l'impôt sur les Sociétés
- l'impôt sur le Patrimoine et
- l'impôt sur les Successions et les Donations
- la TVA et les Impôts spéciaux (sur l'alcool, le tabac…)

Le cadre de la répartition

La loi 27/1983 qui régule les relations entre les institutions de la CAPV et les députations forales définit le cadre de répartition de compétences et établit les mécanismes de financement et distribution des ressources selon les différents niveaux institutionnels du Pays basque.

Les ressources susceptibles de redistribution sont celles issues de la gestion du Concert Économique, une fois le « Cupo » déduit qui correspond au montant dû à l'État espagnol pour les services publics nationaux présents en territoire basque.

Le recouvrement des impôts concertés revient, en vertu du Concert Économique aux députations forales qui procèdent à leurs « aportaciones » auprès du Trésor Public Basque, c'est-à-dire que les Trésor Publics des trois Territoires Historiques s'acquittent de leur contribution dans le cadre des dépenses réalisées par la CAPB.



Markel Olano, Député Général

Cette contribution est déterminée en fonction des ressources perçues par chaque territoire historique. La redistribution des « aportaciones » entre T.H s'appelle distribution horizontale. La méthodologie de redistribution des ressources et la détermination des contributions territoriale au Trésor Public Basque doit être approuvée pour 3 ans. La loi 2 / 2007 du 23 mars (BOPV Nº70 du 12 avril 2007) prévoit ces modalités pour la période 2007 - 2011.

Le montant des ressources

Le montant de la « Aportación » des Députations Forales aux dépenses générales des institutions de la CAPV se calcule en application d'un « coefficient de distribution verticale » qui est de 70,04% des Ressources à distribuer. Les Ressources à distribuer sont déterminées de la manière suivante : les recettes des Députations Forales sont constituées de la perception des impôts directs concertés, des impôts indirects concertés, des tributs concertés relatifs au jeu et des pénalités de retard pour déclaration hors délai. Mais également des intérêts échus en faveur des Députations concernant les recettes fiscales concertées. Le « Cupo » et la « Aportación » constituent deux charges importantes du budget foral.

Le noyau intangible de compétences des Députations Forales (Art. 37 du Statut de Gernika, décision du Tribunal Constitutionnel du 26 avril 1988 – STC 76 - 1988) : l'exemple de la Diputación Foral de Gipuzkoa – Gipuzkoako Foru Aldundia.

La Norme Foral 6 / 2005 du 12 juillet vient réguler l'Organisation Institutionnelle, le Gouvernement et l'Administration du Territoire Historique du Gipuzkoa. Ainsi, les organes et institutions forales du T.H de Gipuzcoa sont : las Juntas Generales et la Députation.

Las Juntas Generales constituent « le Parlement » du Gipuzkoa composé de 51 « junteros » ou parlementaires, qui désignent le Député ou la Députée Générale (le(a) Président(e)) du T.H.

La Députation Forale qui représente le T.H en charge du gouvernement et de l'administration, se compose de 10 députés, désignés au sein des « Junteros ».

Chaque Député désigné supervise un département de la Diputación Foral, en l'occurrence pour le mandat 2007 - 2011 : Groupe EAJ-PNB, Edurne Egaña (Presidencia y Administración Foral y segunda teniente de diputado general), Eneko Goia (Infraestructuras Viaria, tercer teniente de diputado general y nuevo portavoz del Ejecutivo), Carlos Ormazabal (Desarrollo Sostenible), Arantza Tapia (Movilidad y Ordenación del Territorio), Rafael Uribarren (Desarrollo del Medio Rural) y María Jesús Aranburu (Cultura y Euskara). Groupe EA, Iñaki Galdos (Deportes y Acción Exterior, y primer teniente de diputado general), Pello Gonzalez (Hacienda y Finanzas), Maite Etxaniz (Política Social) y José Ramón Guridi (Innovación y Sociedad del Conocimiento).

Parmi les fonctions et compétences du Département « Trésor Public et Finances » de la Députation Forale du Guipúzcoa, selon les termes de l'article 1. E) du Décret Foral 34 / 2008 du 20 mai, se trouve l'élaboration, la gestion générale, le suivi et le contrôle des Budgets Généraux du Territoire Historique.

La structure organique du Département se compose de directions : la direction

général du Trésor, la Direction Générale des Finances et du Budget, la Direction Générale de la Politique fiscale et Financière et le Secrétariat technique. La Direction Générale du Trésor comprend la sous-direction générale de recouvrement ainsi que la sous-direction générale d'inspection.

Concernant les Budgets Généraux du Territoire Historique, il faut se référer à la Loi de Finance Foral 3/2009 du 23 décembre qui mentionne que ces Budgets comprennent : le Budget de la Députation Forale de Gipuzkoa, le Budget de l'Organisme Autonome Foral « Fundación Uliazpi », le Budget des Sociétés commerciales forales qui sont Bidegi S. A., Etorlur S.A et La Sociedad de Servicios Informáticos S.A ainsi que le budget du Parlement Foral ou « Juntas Generales ».

Les ressources de la diputacion de Gipuzkoa

L'évolution des ressources disponible pour Gipuzkoako Foru Aldundia est la suivante :

concept	2009 (en millions d'euros)	2010 (en millions d'euros)	Différence (en millions d'euros)	%
Total perçu des impôts concertés	4342	3629	-713	-16,43
« Cupo » à l'Etat	414	295	-119	-28,78
« Aportación » à la CAPB	2946	2565	-380	-12,91
Fonds Foral de Financement Municipal	445	396	-49	-11,11
Total Compromis Institutionnels	3805	3256	-548	-14,43
Liquidation du « Cupo » de l'année précédente	81	171	91	112,42
Fonds Général D'Ajustement	68	28	-05,59-0,721	112,42
Total des Ressources disponibles pour Impôts concertés	686	612	- 74	- 10, 82

Les recettes fiscales représentent 3629 millions d'euros auxquels s'ajoutent 572 millions correspondant aux recettes non fiscales et finan

cières, aux recettes d'impôts non affectés, à un prêt de 150 millions contracté par la D.F et un fonds de trésorerie de 39 millions. Le total de recette s'élevant à 4201 millions d'euros. L'essentiel des dépenses correspond aux compromis institutionnels à savoir le paiement du « Cupo » à l'État espagnol et de la « Aportación » à la CAPB. Le budget net de la Diputación Foral de Gipuzkoa pour l'année 2010 est de 945 millions d'euros.

Les dépenses estimées à 904 millions d'euros se répartissent selon les différents départements composant la Députation. Les postes de dépenses les plus importants concernent le département de Politique sociale pour un budget de 349 millions d'euros et le département d'infrastructures pour un montant de 177 millions. 35 millions d'euros sont investis dans la culture et la politique linguistique.

Virginie Brillant

IKURRIÑAREN PESTA : 14 juillet 2010 au sommet de la Rhune

- Le 14 juillet 1894: pour la première fois, Sabino Arana hisse à Bilbao l'Ikurriña qu'il vient de dessiner.
- Le 14 juillet 2010, des Basques des deux côtés de la muga hissent l'Ikurrina au sommet de la Rhune.

Le biltzar de St-Jean-de-Luz vous invite à vous joindre à ce rassemblement qui symbolise le Zazpiak Bat, notre attachement à l'Ikurrina, et notre foi dans l'avenir d'Euzkadi. Unissons-nous en ce jour symbolique!
Le rendez-vous est fixé à midi au sommet de la Rhune pour un rassemblement festif autour de prises de parole, de chants, et d'un pique-nique convivial.

Renseignements au 06.85.69.27.91

Décès de Lander Etxebarria

Lander Etxebarria, un militant historique d'EAJ-PNB est décédé, dans les Landes, à St-Geours-de-Marenne, le 23 mai 2010. Né en 1920, à Barandio, en Araba, il a été mobilisé à 18 ans, pendant la guerre civile. À l'issue d'un internement, notamment dans le camp de concentration de Gurs, en Béarn, il s'installa avec sa famille à St-Geours-de-Marenne, dans les Landes. Père de 4 filles, Lander fut un fervent militant du nationalisme basque. Il contribua à fonder l'Organisation Régionale d'EAJ-PNB, en 1990. Le mois prochain, nous reviendrons plus en détail sur le parcours de cet homme et les valeurs incarnées par cette génération de militants. Ez adiorik Lander txixtularia, zure gogoaren musika tresna !

Une réforme bien peu consensuelle

L'une des grandes réformes du Quinquennat, certes moins médiatique que celle des retraites, visait à rationaliser l'organisation des collectivités territoriales en France. Peine perdue. Le Sénat vient de mettre à mal le point phare de cette réforme : l'élection des futurs conseillers territoriaux.

La mauvaise humeur du Sénat

En effet, les députés venaient de voter le principe du scrutin uninominal à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux, amenés à remplacer en 2014 les actuels conseillers généraux et régionaux. Le Gouvernement avait déjà dû renoncer à son projet initial de scrutin mixte, pour partie majoritaire et pour partie proportionnel (qui ne manquait pas d'intérêt), mais aussi à son alternative de scrutin majoritaire à un tour, sur le modèle britannique, aussitôt abandonné devant la levée de boucliers des parlementaires du Nouveau Centre. Mais malgré tout, la commission des lois du Sénat vient de rejeter l'article finalement voté en première lecture par l'Assemblée nationale, et refuse ainsi le principe même de l'élection des conseillers territoriaux au scrutin majoritaire à deux tours.

Les sénateurs centristes ont mêlé leurs voix à celles de l'opposition. Mauvais temps pour le Gouvernement, car il est du coup fort peu probable que le Sénat, en séance plénière, fin juin, réintègre cet article.

La malédiction des conseillers territoriaux

La création des « conseillers territoriaux » ne résume pas, loin s'en faut, le projet de réforme territoriale, mais il en était le symbole politique le plus flagrant. Cet aspect de la réforme traduit bien la philosophie du chef de l'État et la vision gouvernementale de la décentralisation.

En annonçant à grand renfort de publicité que la substitution des actuels conseillers généraux et conseillers régionaux par les futurs « conseillers territoriaux » permettrait de réduire le nombre des élus locaux de 5 650 à 3 471, le Gouvernement n'a même pas cherché à cacher sa vision purement comptable et financière de la décentralisation et de la démocratie locale !
Cette disposition du projet de loi porte également toutes les contradictions de la décentralisation à la française. Personne n'ayant le courage de supprimer l'échelon départemental, Nicolas Sarkozy pensait pouvoir contourner la difficulté en faisant siéger les mêmes élus dans les assemblées départementales et régionales. Étrange façon de répondre au besoin de simplification et de rationalisation des collectivités territoriales.



© parti occitan

Les cauchemars de Gustave Alirol

La montagne accouche d'une souris

Depuis le début de l'année, les grandes ambitions de la réforme s'effacent les unes après les autres. Complexe et contradictoire, le schéma initial est déjà bien dénaturé et raboté par l'Assemblée nationale et le Sénat : les « métropoles urbaines » ne seront sans doute que de super communautés d'agglomération, les départements et les régions ne savent toujours pas à quelle sauce sera accommodée la fameuse « clause générale de compétence » qui apporte leur semblant d'autonomie aux collectivités locales, le mode de scrutin des conseillers territoriaux crée la panique au sein de la majorité… Même les « pays », l'une des innovations les plus originales des deux dernières décennies pour les territoires ruraux, sources d'une nouvelle gouvernance dont même Iparralde – faute de mieux – avait su tirer parti, sont condamnés à disparaître.

On risque bien de se retrouver à l'arrivée avec une réforme laborieuse qui brouillera un peu plus l'image de la décentralisation parmi la population. Car finalement, le Pouvoir central, sous couvert de réforme, ne cherche qu'à « re-centraliser » le peu de libertés dont disposent les territoires et les collectivités. La stratégie est claire : mettre les collectivités sous tutelle pour en faire des « guichets » des politiques de l'État, là où l'État n'a plus d'argent pour faire face à ses responsabilités.

Et notre Pays basque dans tout ça ?

Pas grand chose à vrai dire. Les menaces qui pèsent sur le « pays » Pays Basque et la « clause de compétence générale » (qui permet par exemple au Conseil général 64 et à la Région Aquitaine d'intervenir financièrement dans la politique linguistique ou la coopération transfrontalière) n'augurent rien de bon pour notre territoire.

« Iparraldearen Orena Astekaria », Iparraldeari buruzko leiho berri bat

ETB-1en
Astebarruko albistegiaz gainera, beste edizio bat ikusgai.

Astelehenetik ostiralera 18:00ak aldera eskaintzen den 'Iparraldearen Orena' aste barruko albistegiaz gainera, edizio berria estreinatu du ETBk igandetan : 'Iparraldearen Orena Astekaria'. Asteko berri eta erreportaje nabarmenekin osatu da albistegiaren edizio berria. Aste honetan irudi berriaz ekin dio bideari eguneroko albistegiak. Funtsa eta mamia orain arteko bera da: Iparraldeko berri eman, 'baina forma aldetik aldaketak sartuko ditugu', adierazi digu Franck Dolosor albistegiaren koordinatzaileak. Berarekin batera beste bi kazetarik egiten dute saioa : Guillaume Irigoyenek, aste barruko aurkezle ere badenak eta Pantxika Delobelek. Horrez gain, eurekin dabiltza lanean Iparraldeko EITBko kazetari lan taldean Jasone Iroz eta Andoni Lizeaga. Lehenak Euskadi Irratirako ematen du berri eta bigarrenak Radio Euskadirentzat. Lan-talde osoak Baionatik bertatik ematen du Iparraldeko gertakizun eta albisteen berri.



Albistegietarako erreportajeak, 'ohiko prentsaurrekoetatik ihes eginez, egunerokotasuna modu erakargarrian lantzen' saiatuko dira. 'Erritmo eta dinamika biziagoa sartuko diogu albiste tarteari. Sorpresarik ere izango da lantzean behin', azaldu du Dolosorrek. Igandeko saioaren aurkezpenetan Dolosor eta Delobel txandakatzen dira.

'Iparraldearen Orena Astekaria' Iparraldea ezagutzeko leiho berri bat bezala jaio izanak duen garrantzia nabarmentzen du kazetariak. Saioak Iparraldeko egunerokotasunaren nondik norakoak jorratzen ditu egunero, ekonomia, kultura eta gizarte arloak aztertuz. Honela bada, Iparraldearen eguneko errealitatearen isla dakar, bertan bizi direnak ez ezik, gainontzeko ikusleek ere errealitate horretaz jabetzeko.

Igandetako saioa ordu erdikoa da eta ETB-1en ematen da 11:00ak aldera, mezaren ondoren.

Vous pourrez lire cet article en français ce mois-ci, sur le blog :

www.lemapaysbasque.eu

Bilbao en Shanghai

Por si todavía hay alguien por ahí que no se ha enterado, hay que recordar que Bilbao está en la Exposición Universal de Shanghai 2010 porque hemos sido elegidos entre 113 ciudades de todo el mundo como ejemplo internacional de buenas prácticas urbanas.
La organización de Shanghai 2010 ha querido que vayamos y mostremos al mundo las claves de este proceso de transformación que ha convertido a Bilbao en referencia internacional de una nueva forma de hacer ciudad, más habitable y más sostenible desde un punto de vista tanto económico como medioambiental.

Desde luego, ir a Shanghai no es como ir a Barcelona. Los costes se multiplican, por una mera cuestión de lejanía. Así y todo, el espacio expositivo de Bilbao en Shanghai ha sido diseñado, transportado y montado con la mayor austeridad de gasto posible.
Desde el Ayuntamiento consideramos que es importante que Bilbao esté en Shanghai con voz propia, como será importante dentro de cinco años participar también en la Expo de Milán.

Shanghai es la capital económica de China, y dos de cada diez habitantes de la Tierra son chinos. Teniendo en cuenta sólo estos dos datos, no cabe duda de que es importante tener presencia propia en un mercado de tan colosales dimensiones, apoyando a las empresas vascas afincadas en China y vendiendo Bilbao como destino turístico de calidad en una ciudad cuya transformación urbanística ha sorprendido a propios y extraños.
Ésa es una de las misiones del espacio expositivo de Bilbao en la Expo de Shanghai 2010: ofrecer el recinto a todas las empresas vascas radicadas en China, para que lo usen como plataforma para estrechar contactos y para hacer negocios.

En este sentido, nos gustaría que nuestra presencia en Shanghai contribuyera a transmitir a todos estos empresarios todo el aliento de la tierra, dado que somos la única referencia vasca en la mayor exposición universal de la historia.
Y para quienes seguimos por aquí, es necesario recordar que China va a ser una de las grandes superpotencias económicas del siglo XXI. Ojalá



todo ello sirva para internacionalizar Bilbao, contribuyamos a hacernos visibles ante los ojos del gigante asiático y aumenten las relaciones y las expectativas de nuestros empresarios. Si además conseguimos que los chinos de visita por la vieja Europa lleguen a Bilbao, mejor que mejor.

IÑAKI AZKUNA, Alcalde de Bilbao

Vous pourrez lire cet article en français ce mois-ci, sur le blog :

www.lemapaysbasque.eu

Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Luis Arana Goiri (III)

Après son abandon forcé de la présidence du PNV au début de 1916, c'est au milieu de sa petite centaine d'amis et de vétérans nationalistes de l'association Euzkeldun Batzokija, fidèles gardiens des idées du « nationalisme basque primitif en JEL de Sabino », que Luis Arana* assista aux succès électoraux en 1917 et 1918 de la Communion Nationaliste Basque (CNV), nouveau nom adopté par le Parti à la fin de l'année 1916. Le principal idéologue de la Communion n'était autre qu'Engracio de Aranzadi dont il combattit durement le programme autonomiste. Nouvelle imposture aux yeux de Luis, Engracio de Aranzadi avait évoqué « l'évolution espagnoliste » de Sabino pour justifier sa propre évolution. La dissidence du secteur « Aberri » qui fonda en 1921 un nouveau Parti Nationaliste Basque lui mit du baume au cœur surtout que ce parti fusionna au début de 1923 avec son groupe Euzkeldun Batzokija.

La traversée de la dictature

La dictature du général Primo de Rivera à partir de septembre 1923 empêcha toute velléité d'activité politique. Luis Arana dût s'y résoudre et jusqu'en 1930 ne se signala que par des correspondances privées le plus souvent adressées à des ecclésiastiques ou à des autorités religieuses pour leur demander d'observer ou de faire observer dans les églises, lors des prêches, une parfaite neutralité : il ne réclamait pour Euzkadi aucun traitement privilégié mais demandait fermement qu'il n'y ait aucune propagande ni prise de position en faveur de l'Espagne. La fin de la dictature lui permit de revenir en 1930 sur la scène politique et il eut l'occasion de participer au processus de fusion PNV-CNV, processus au cours duquel il s'opposa aux membres de la Communion Nationaliste Basque, en même temps qu'aux membres qui allaient fonder Action Nationaliste Basque (ANV). L'assemblée de fusion de Bergara (novembre 1930) fut pour lui, une réhabilitation partielle sur le plan personnel. Sur le plan politique, les idées sabiniennes l'emportaient sur celles de la Communion.



Luis Arana Goiri

Nouvelle présidence du BBB et de l'EBB

L'avènement de la Seconde République espagnole (avril 1931) fut pour Luis Arana l'occasion de réclamer les droits historiques du Pays basque. Mais il ne fut pas suivi sur cette question. Il eut cependant la satisfaction personnelle de voir réparé l'outrage qu'avait constitué à ses yeux sa « défenestration » en 1915. Sa réhabilitation était maintenant totale et lui permit même d'accéder à la présidence du BBB et de l'EBB au début de 1932. Le sommet de sa carrière politique fut le 27 mars 1932 à Bilbao où il présida les cérémonies des « noces d'or du nationalisme basque » (premier Aberri Eguna, commémorant les 50 ans de sa fameuse conversation avec Sabino). Il s'employa à organiser le Parti. Mais l'Assemblée de Tolosa au début 1933 le vit sur plusieurs points en contradiction avec les sentiments d'une nouvelle génération de nationalistes menée par José Antonio Agirre et Manuel Irujo.

Nouvelle marginalisation

Son entêtement le desservit. Il fut mis en minorité et une nouvelle fois marginalisé. Prétendre comme il le fit en 1933 que l'Ikurriña devait être le seul drapeau de la Bizcaye car Sabino l'avait conçu ainsi, faisait fi du succès grandissant de ce drapeau, à l'intérieur des frontières du Pays basque péninsulaire comme à l'extérieur de celles-ci (en Pays basque continental et jusque dans les colonies basques d'Amérique). L'Assemblée de Tolosa condamnera son refus de l'évolution de la signification de l'Ikurriña, alors qu'il ne tenait qu'à lui d'y recevoir un hommage appuyé en tant que co-concepteur avec Sabino et premier dessinateur de ce drapeau qui était appelé à flotter aux quatre coins du monde.

**Jean-Claude Larronde s'apprête à publier prochainement – par les soins de la Fondation Sabino Arana – la biographie de Luis Arana Goiri.*

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238

Marie Andrée Saint Esteben : « Quelques éléments de réflexion sur l'enseignement »



Marie Andrée Saint Esteben, professeur en lycée d'enseignement technologique, témoigne de son expérience à l'heure de la réforme de l'Éducation Nationale

Comment expliques-tu la dégradation des connaissances de base, de la part des élèves ?

Je voudrais préciser avant tout que je vais témoigner de ce que je vis, de l'expérience de plus de 30 années scolaires passées dans un lycée d'enseignement technologique privé sous contrat d'association.
Cette vision des choses n'est celle, ni d'un professeur des écoles, ni celle d'un enseignant en collège, ni celle d'un professeur de lycée d'enseignement général.
Je serai bien présomptueuse si j'affirmais savoir ce qui explique cette dégradation. Je peux simplement témoigner de ce que j'ai constaté depuis 1977 date de mon entrée en fonction.
Cette dégradation semble avoir plusieurs origines : en particulier un système éducatif qui n'évolue pas, la société qui a forcément une influence sur le jeune, l'évolution de l'éducation qui lui est donnée, et la personnalité du jeune lui-même.

Si par « connaissances de base » tu entends : maîtrise de la lecture, compréhension des textes, orthographe correcte, je note dans ces domaines effectivement une dégradation… Les problèmes rencontrés en maths peuvent découler de la non acquisition des notions évoquées précédemment. Je constate que beaucoup de jeunes n'ont pas de notion d'opération. Faut-il multiplier, diviser ? (j'ai révisé cette année la division avec des élèves de terminale ! (Ces élèves passant des concours dans les IFSI : institut de formation en soins infirmiers). Ils utilisent aussi très tôt la calculatrice et perdent peu à peu la technique et la compréhension de l'opération .

Les élèves passent de classe en classe et les difficultés observées chez de nombreux élèves du lycée sont anciennes, et ont peut-être même leur origine en primaire. La méthode globale d'apprentissage de la lecture semble être un des éléments de la dégradation. Alors pourquoi ces élèves sont-ils passés malgré la non acquisition des notions de base ?

Des blocages résolvables

Je me rends compte que parfois les blocages peuvent être ciblés et résolus pour peu que l'élève s'exprime et que l'enseignant ait du temps pour l'écouter et faire du travail personnalisé. Comment faire avec des classes de près de 40 élèves ?

En France, il est bien vu que tous les élèves d'un même âge soient au même niveau : c'est un système qui fait la part belle à l'uniformité. Il est certes plus confortable de penser que tous les élèves intègrent les mêmes notions, de la même manière, et en même temps, et ce malgré des parcours très variés, des facilités et des difficultés différentes, des histoires personnelles également diverses. (je me trouve devant plus de 35 élèves, et je m'en rends compte à chaque cours). Par ailleurs, le redoublement est mal ressenti par l'élève, et de nombreux parents, et coûte aussi certainement à l'Etat en terme de postes.

Le système est aussi fait pour que le maximum d'élèves obtiennent le baccalauréat.

Les moyennes générales ont trop d'importance, et il est évident qu'une moyenne n'est absolument pas significative d'un niveau ; c'est un indicateur certes, mais un seul.

Les élèves ont de multiples sollicitations, et de nombreuses activités extra-scolaires : sport, théâtre, danse, et ce dès le plus jeune âge. Il leur reste parfois peu de temps pour se poser et assimiler les notions de la journée. pour lire, et même pour s'ennuyer et apprendre la frustration.

Tout « passe » mieux si le prof présente ses cours de manière ludique et varie les supports. Ils sont habitués aux nouvelles technologies d'information et de communication qu'ils maîtrisent bien.

Ces activités extra-scolaires, parfois trop nombreuses, font d'eux une génération d'élèves qui se concentre difficilement et qui a une attention qui ne dépasse pas 30 ou 40 minutes, et qui s'ennuie vite. Cependant, ces activités sont aussi essentielles à leur construction et leur socialisation. Un équilibre est à chercher et à trouver.

Des difficultés de concentration

Les élèves sont habitués au primaire à un apprentissage sans beaucoup de travail personnel à effectuer à la maison. Ils ont des difficultés de mémorisation (qui demande un entraînement) et dans l'assimilation et l'exploitation des connaissances. Ces deux dernières fonctions demandent d'autres compétences encore.

Les difficultés familiales ont également une importance dans les difficultés d'apprentissage : un élève ne peut évidemment pas laisser son vécu à la porte de la classe.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 **rxocamblong@hotmail.fr** - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 **daniel.camblong@wanadoo.fr** - Saint-Jean-de-Luz, **Ander Ugarte** 05.59.26.99.26 **ander.ugarte@wanadoo.fr.**

Imprimé sur papier recyclé